Vent du sud

par Franco Piperno

Francò Piperno, personnage qui marqua la gauche radicale italienne dans les années 70, que la justice de son pays poursuivit longtemps pour association subversive et qui vécut quelques années en exil à Montréal dans les années 80 vit aujourd'hui à Cosenza, sa ville natale. Il est professeur de physique à l'Université de Calabre et assesseur dans l'équipe socialiste de Eva Catizone, première femme maire de la ville.

Piperno s'occupe aujourd'hui des dossiers reliés à la science, à la connaissance, à l'identité et à la communication. Il est engagé dans la politique municipale depuis 1993, quand le maire de l'époque, Giacomo Mancini, lui propose un poste de conseiller à la culture... C'est dans ce cadre politique précis que s'inscrit le texte qui suit, qui est à l'origine un discours... Au-delà de ce qui concerne directement les problèmes de la ville de Cosenza, s'esquisse une réflexion plus vaste sur la distribution du pouvoir, la décision politique et l'identité particulière des villes du Sud... le tout sur fond de globalisation...

* * *

Depuis le début des années 90, le sud de l'Italie se débarrasse de la vieille classe politique qui gouvernait depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais il est surtout en train de se libérer de cette colonisation intérieure qui avait déposé dans le sens commun un sentiment de paresse et de mépris de soi. Pour les méridionaux eux-mêmes, le Sud était une réalité sous-développée dont le décollage était irrémédiablement lié

à l'accès à des ressources culturelles et financières venant de l'extérieur, du Nord industrialisé et, partant, riche, civil et adulte.

Dans la mesure où le Sud retrouve la mémoire, restaure ses centres historiques, reprend contact avec le paysage, réaffirme sa temporalité, le sentiment de la limite, les habitudes urbaines qui privilégient l'amitié et la culture du don, la familiarité avec la mort ; dans la mesure où tout cela advient, le vent se lève, le vent du Sud qui envahit le pays, le continent tout entier et ramène les villes à l'origine, à la condition dans laquelle elles vivaient avant que la modernité, c'est-à-dire l'État, ne les suffoque.

[...]

Un lien pervers entre socialisme et étatsisme

Disons d'emblée que je me sens assez éloigné de tous les programmes planétaires et j'imagine avec horreur ce que serait un monde dans lequel il y aurait un bureau de l'ONU pour assurer les droits des êtres humains. Mieux vaut se suicider. Qu'on y pense : l'ONU a déjà amplement fait ses preuves en construisant des non-lieux, en faisant de ce que l'on appelle la globalisation une espèce de prévarication masquée d'un lieu sur d'autres lieux. Rappelons comment Chomsky définissait la différence entre langue et dialecte : « La langue est un dialecte qui possède une marine, une aviation et une armée ». Pour paraphraser le penseur américain, on pourrait dire que le global est un local qui a la force pour lui. L'ONU n'est pas autre chose qu'une sorte de comité intergouvernemental chargé de couvrir d'un manteau rhétorico-juridique les intérêts économique-militaires des pays militairement et économiquement les plus forts. C'est l'ONU qui, par exemple, a légitimé la création d'Israël, un cas aberrant de non-lieu, une entité abstraite inventée grâce à des procédures internationales ; avec le résultat que tout le monde a sous les yeux :

les seuls êtres humains qui habitaient vraiment ces lieux sont ceux qui en ont été chassés ou qui y survivent dans des conditions inhumaines.

Je me méfie donc radicalement de ces généralisations ; et j'estime que c'est le fait d'une mauvaise tradition socialiste que de proposer encore et encore des formes juridiques et des droits universels qui ne peuvent par la suite être implantés que par l'État. Nous avons subi une de ces transpositions abstraites dans le Sud où l'industrialisation n'est arrivée que grâce à l'intervention publique, consolidant la complicité secrète qui existe depuis toujours en Italie entre socialisme et étatismes. Le socialisme italien s'est approprié ces tendances à l'étatisme dans ses courants majoritaires, même si l'on sait bien que, dans le mouvement socialiste et même au Parti communiste, ont existé d'autres tendances. À y regarder de près cependant, la réalité du socialisme à Cosenza est en très grande partie liée à l'État national, qui a permis d'affirmer certains droits. Je sais, bien sûr, que les intentions étaient parmi les meilleures, mais les intentions n'ont jamais sauvé personne. Il faut juger très sévèrement tous ces discours qui tendent à donner des droits par des voies qui abstraient la réalité des lieux ; et cela pas seulement en référence à la tradition socialiste au sens strict.

Je pense aussi beaucoup de mal des conclusions qui viennent d'un groupe de penseurs du politique, qui pourtant me sont très proches sous d'autres aspects. Par exemple, la proposition avancée par Toni Negri dans son livre *Empire* sur un revenu garanti au niveau planétaire ne me convainc pas. Imaginez quelle sorte de bureaucratie pléthorique devrait être mise sur pied pour assurer un revenu garanti, en euros ou en dollars, dans le plus petit village de l'île de Ceylan comme à Stockholm, par exemple. Et puis, il serait assuré par qui, ce revenu ? par le secrétaire de l'ONU ? Dans ce cas-là, le coût des employés et de la machine bureaucratique dépasserait sûrement de beaucoup la valeur des services dispensés.

Comme c'est déjà le cas pour la FAO, qui depuis un demi-siècle s'occupe de la faim dans le monde sans que les affamés ne s'en soient jamais aperçus.

Ces fameux et fumeux « droits de l'homme et du citoyen »...

Il s'agit de toute évidence de prospectives cauchemardesques et il va de soi qu'elles ne seront jamais réalisées. On est loin d'une situation où ce serait les lieux qui proposeraient *leurs* solutions à *leurs* problèmes. C'est là une dérive malheureuse qui vient des Lumières. C'est là que se trouve l'origine du principal défaut du mouvement ouvrier : l'idée, partagée par la bourgeoisie et donc par la pensée libérale, selon laquelle on peut, grâce à la science, changer la condition humaine pour la rendre libre et consciente par l'intermédiaire de l'intervention de l'État, assurant à tous la jouissance des droits de la citoyenneté ; sans se demander le moins du monde si, par hasard, l'idée même de droits du citoyen ne serait pas une création particulière, née dans certains pays spécifiques. Il va de soi que cette affirmation se situe dans un contexte politique et culturel précis ; en la faisant j'ai évidemment accepté la scène et le scénario de la gauche et de sa tradition. Entendons-nous, je les ai acceptés à la manière de quelqu'un qui se résigne à une irrémédiable erreur d'adolescence ; ou mieux, comme on accepte d'être né dans telle famille. Même quand on pense ne pas avoir eu de chance, on reconnaît faire partie de cette famille et ne pouvoir en changer. Ces fameux et fumeux « droits de l'homme et du citoyen » ont une origine bien précise : ils viennent tout droit de la guerre d'Indépendance américaine et ont été par la suite repris et dilatés démesurément par la Révolution française. Pourtant, il a toujours existé dans la tradition de gauche un courant, aussi minoritaire et hérétique soit-il, qui a démasqué la misère terrestre qui se cache sous le ciel des droits universels. Un courant qui a soutenu l'équité contre la

justice et qui a eu un poids important dans la construction du mouvement communiste. On pourrait citer un auteur comme Korsch et même quelqu'un comme le jeune Lukacs, et tout le courant politique qui en Allemagne s'appelait *Linkskommunism*, auquel participèrent ces intellectuels de la « pensée critique » qui ont été parmi les plus significatifs des années vingt et trente. Même si quelques-uns d'entre eux ont mal tourné (on pense à Lukacs qui, en vieillissant, a choisi de lorgner vers le stalinisme). C'est ainsi que, entre les deux guerres, se dessine un parcours politico-culturel d'une extraordinaire luminosité, un possible s'ouvre pour l'organisation sociale qui reprend la promesse des mouvements de résistance contre l'industrialisation de la première moitié du 18^e siècle. Cet effort de pensée, qui se signale déjà dans les derniers écrits de Marx, a cherché à remettre les pieds par terre aux discours sur les droits. Les droits de l'homme naissent chez des individus et des groupes historiquement déterminés et ils ne constituent une garantie que pour eux. Il n'existe pas de solution scientifique au problème de l'organisation de la société, parce que l'organisation de la société est étroitement liée à l'histoire de cette société, et donc aux lieux où elle se trouve. Il faut donc s'opposer aux universaux qui sont des généralisations du particulier, comme ces libertés exportées dans d'autres lieux par la force de la baïonnette, venant de la France napoléonienne ou de la Russie de Lénine.

J'ai fait cette digression pour souligner la nécessité pour la pensée critique de reprendre un discours qui met le territoire au premier plan.

Réfléchir sur la ville

Pour entrer maintenant dans le concret, il s'avère plus intéressant de retourner à la dimension de l'agir politique et donc de débattre de ce que nous pouvons faire ici et maintenant. Selon moi, une des interventions les plus significatives, c'est de réfléchir sur la ville comme lieu d'habitation.

Les villes, au moins à partir de la moitié du 18^e siècle, ont toutes été repensées, ou plutôt chamboulées, en termes fonctionnels, pour leur permettre d'organiser le flux de la production, c'est-à-dire de s'acquitter des devoirs qui dérivent de la production et de la distribution des marchandises. Mais historiquement, la ville est née de la socialité animale de l'homme, de l'exigence d'habiter ensemble qui primait sur tout autre fonction. On doit garder à l'esprit que nos villes, les villes de la Méditerranée, ne sont pas nées d'hier. Elles ont une tradition très ancienne. Elles n'ont été inventées ni par les architectes, ni par les planificateurs. Elles ne sont pas comme Brasilia, ni comme les villes américaines, des villes qui, il y a cent ans, n'existaient pas et qui dans cent ans n'existeront plus, des villes où l'on se rend compte de la césure qu'elles représentent par rapport au paysage qui les entoure, des villes planifiées selon des lignes géométriques, inventées sur des critères coûts/bénéfices pour en assurer la fonctionnalité productive ou bureaucratique. Bref, des villes qui ont l'air d'avoir été imaginées sur une table à dessin et construites en série.

Nos habitats urbains, au contraire, s'allongent sur le paysage et y font leur nid. Ils ont ainsi, chacun d'entre eux, une aura unique, impossible à confondre. Les maisons, les rues, les places, les ruelles se sont formées et transformées peu à peu, œuvres anonymes et ingénieuses du savoir commun. Nos villes, donc, doivent revenir à l'origine, ce qui ne veut pas dire retourner en arrière mais plutôt retrouver dans l'habitat leur possibilité de développement et donc mettre la valorisation du territoire, des formes de vies, des savoirs et des techniques au centre de ce développement. De notre développement, pas de celui, froid et statistique, que les canons européens veulent nous imposer.

Mesurer le désordre, analyser la consommation

Du reste, la même erreur d'abstraction de notre réalité se retrouve dans l'adoption des indicateurs de développement. À cette erreur, participent aussi, malheureusement, les universités méridionales et en particulier l'Université de Calabre. Nous avons besoin d'indicateurs de développement qui soient des indicateurs locaux, nous ne pouvons pas avoir comme seul indicateur le revenu moyen *per capita* qui est un fétiche né aux États-Unis (et donc irrémédiablement provincial !). Une ville ne peut pas être comparée à une autre sur la base du fait qu'elle peut disposer d'un revenu annuel moyen de 10 000 euros par citoyen, tandis qu'une autre dispose de 20 000. Il est faux d'affirmer que cette dernière a une qualité de vie deux fois supérieure, cela ne marche pas comme ça, il suffit d'avoir visité une dizaine de villes pour le savoir. Toute cette histoire d'utiliser le revenu comme indicateur du bien-être d'une ville empêche les citoyens d'être conscients d'eux-mêmes. Nous avons besoin d'indicateurs de la qualité de vie qui, avant tout, fassent référence au paysage dans lequel la ville est insérée, c'est-à-dire aux caractéristiques physiques de l'environnement et en particulier à la « mesure du désordre », c'est-à-dire à la grandeur qu'en thermodynamique on appelle entropie. En substance, plus vous implantez d'industries dans un endroit et plus augmente l'entropie du lieu, c'est-à-dire augmente le désordre et diminue sa capacité à accueillir les diverses formes de vie. Il s'agit, en général, d'un indicateur complètement ignoré, ce qui fait que quand l'autorité publique ou un entrepreneur décide de réaliser un investissement industriel, personne ne calcule le dommage entropique qu'il en résulte. L'autre classe d'indicateurs significative est celle qui est centrée sur les services mis à la disposition du citoyen. Une ville qui dispense beaucoup de services avec un revenu *per capita* modeste assure mieux une « bonne vie » qu'une ville avec des revenus moyens élevés et des services rares ou inefficaces. Pour condenser ces quelques observations en une boutade, je crois qu'un scénario qui prévoit

une augmentation des revenus dans le Sud serait maléfique, et si vraiment les revenus doubleraient, ce serait une véritable catastrophe !

En fait, on ne peut pas faire abstraction de la structure de la consommation pour évaluer l'impact de l'augmentation du revenu sur la qualité de la vie. Une augmentation du revenu accompagnée d'une consommation perverse conduit à une dégradation de la qualité de la vie.

Imaginez ce qui se passerait à Cosenza, dans la vieille ville, si le revenu doublait. Nous avons déjà aujourd'hui des citadins qui sont assistés par la municipalité et ont plus d'une voiture par tête. Souvent ces voitures sont vieilles et délabrées, mais ce n'est pas du tout une circonstance atténuante, puisqu'elles causent une pollution assez importante. Au doublement du revenu correspondrait une sorte de multiplication par quatre des voitures et de la consommation connexe, avec une dégradation définitive de la vie urbaine.

Le point tournant pour donner la primauté au fait d'habiter est donc le renouveau profond de la structure de la consommation. Il est bien évident qu'on ne peut pas faire advenir ce changement par l'autorité, il n'est pas possible de donner un ordre du genre : « Voilà, à partir de demain, tu consommes sainement, tu ne consommes plus de voitures, de téléphones portables et de Coca-cola ». Ce qui devient alors l'élément décisif de cette stratégie du « retour à l'origine », c'est la démocratie mais pas au sens de la représentation, au sens de la participation directe des citoyens. Nous avons besoin de la démocratie comme ressource pour corriger notre consommation. Un exemple : je pense que nous ne réussons jamais, même en triplant les effectifs de gendarmes, à corriger les mauvaises habitudes des habitants de Cosenza quant à la circulation. Par rapport à l'automobile, qu'ils semblent avoir acheté la veille, ils sont nombreux à avoir une attitude étrange : ils voudraient pouvoir s'en servir pour arriver jusqu'à leur chambre à coucher, ce qui les entraîne à commettre

de très nombreuses infractions. En grande majorité, ce sont les personnes normales, les braves gens qui violent en permanence les règles du code de la route, et pas seulement ceux qui vivent dans l'asocialité ou dans la déviance. À Montréal par exemple, les infractions sont le fait, pour la plupart, des puissants et des marginaux. À Cosenza, ce sont les braves gens qui les commettent, des gens qui n'ont absolument rien à se reprocher, qui ont, en général, un comportement tout à fait civil, sauf pour la circulation à l'égard de laquelle ils démontrent une parfaite indifférence, si ce n'est de l'hostilité, par rapport au bien commun.

À mon avis, une opération de renouveau de ce genre ne peut se produire que sous l'impulsion d'une tension forte, avec une autoconscience aiguë de ce qu'est la qualité de la vie et par conséquent le refus de l'idéologie quantitative, la fin de ce fétichisme des chiffres établissant si nous sommes au 35^{ième} ou au 72^{ième} rang dans les classifications hagardees des instituts de statistiques, ou si nos revenus ont augmenté l'année dernière de 0,4 ou 1,2 %. Cela vaut la peine de remarquer comment tout ce tourbillon de chiffres cache le gouffre de la fausse conscience, c'est-à-dire de l'ignorance : la majorité de nos concitoyens ne sait même pas que les révélations statistiques, comme toutes les mesures, comportent une marge d'erreur inéliminable. Je défie quiconque de fournir un critère quelconque pour établir si sa vie s'est améliorée davantage l'année où le produit national brut a augmenté de 1,2 % ou celle où il n'a augmenté que de 0,4 %. C'est une manifestation de pur fétichisme, particulièrement grave parce qu'elle semble avoir été intériorisée comme du bon sens.

Le mensonge public

Un autre fruit empoisonné de la fausse conscience : le sentiment de paresse par lequel nous finissons par nous représenter à nous-mêmes la vie dans le Sud. Le mépris de nous-mêmes nous impose de passer par les autres pour affronter nos problèmes. Plus nous nous représentons comme misérables et plus grande sera l'aide qui nous arrivera de l'extérieur, que ce soit de Rome ou de Bruxelles, peu importe. Ainsi nous avons fini par nous habituer à mentir, à mentir publiquement, ce qui fait partie de ces comportements suicidaires qui minent la base même de l'agir collectif. Nous savons tous que le mensonge privé est une sorte de droit naturel comme la légitime défense, mais le mensonge public a une tout autre portée parce que l'on finit par croire à ses propres salades.

Sur cette histoire du mensonge public, il faut donner des exemples : selon les données officielles de la région Sicile, la ville de Enna a un taux de chômage des jeunes qui frise les 54 %, un taux si élevé que c'est un record dans toute la Communauté européenne. Si l'observateur un peu astucieux va gratter ce qu'il y a derrière ce chiffre, il découvre que, dans cette ville, à partir de l'adolescence, c'est-à-dire à partir de 15 ans presque tout le monde s'inscrit sur les listes du chômage (attention, ce n'est peut-être plus vrai car mes données renvoient à la situation de 1999). Maintenant, il est évident qu'à Dortmund, en Rhénanie, si les jeunes qui vont à l'école, à partir de 15 ans s'inscrivaient sur les listes du chômage, le taux de chômage des jeunes de Dortmund deviendrait alarmant. Pourquoi dans le Sud a-t-on cette passion irrépressible pour les listes de chômage ? Parce qu'il y a l'idée qu'être une victime très tôt donne quelques droits à exiger plus tard, à titre de dédommagement. C'est à cela que mène le fait de croire en ses propres mensonges.

À mon avis, on ne sort pas de ce genre de situation sans une forte détermination qui implique la participation et pas seulement la qualité de la représentation. Je suis de ceux qui

pensent que la représentation a fait banqueroute, et depuis déjà un certain temps. Je ne pense pas que le problème soit la représentation mais c'est l'expression, c'est-à-dire la capacité à identifier les questions pertinentes pour la vie quotidienne et à chercher les solutions. Ce choix des questions est impossible à effectuer sans la participation des citoyens. Et cela, pas seulement à cause de difficultés intrinsèques, de nature intellectuelle, mais surtout parce que – heureusement pour nous – nous ne sommes pas dans un contexte social, ou en tout cas nous le sommes toujours moins, dans lequel il est possible de donner des ordres, de commander. Nous vivons en immersion dans un réseau complexe de relations sociales où la conviction compte bien plus que le contrôle ou la répression. Et la conviction réclame l'échange, la communication publique, c'est-à-dire la discussion collective et donc les espaces publics qui lui sont consacrés. Maintenant, il est tout à fait évident qu'à Cosenza les dits espaces sont rares, alors que ceux qui sont seulement destinés à l'échange des marchandises fleurissent démesurément. Ces espaces, par le fait de leur spécialisation, deviennent des non-lieux. Savez-vous quels sont les espaces les plus fréquentés dans notre région ? Les supermarchés. Cela en dit long sur la situation de la sphère publique. Notez qu'en d'autres temps, sur la place du marché, se dressaient encore la mairie, la cathédrale, la maison mère des fraternités, etc. Aujourd'hui on n'a plus besoin de tout cela : où le marché a lieu il n'y a plus un seul bureau de l'administration publique, sauf peut-être la guérite d'un vigile municipal. Il ne reste plus qu'une succession fastidieuse de magasins. Les lieux les plus fréquentés sont les moins publics. D'où la nécessité de promouvoir immédiatement une politique urbaine qui privilégie les lieux publics et contienne le débordement de parkings, de magasins et de supermarchés qui fait de notre vie un étalage de choses tristes.

Pour résumer, la question de la conscience collective et celle de la démocratie sont les questions les plus urgentes à poser

à la politique, entendue au sens originel du terme, comme gouvernement de la cité. Le premier thème comporte, comme on l'a déjà dit, un changement des indicateurs du bien-être de façon à libérer le citoyen de ces entraves de l'esprit qui freinent à la fois l'intelligence et la capacité d'agir. Il ne faudrait pas croire qu'il s'agit là de problèmes techniques, réservés à des experts improbables. En fait, une des raisons de la défaite de la gauche en Europe a été justement cette façon de mettre au centre de la lutte politique les mêmes questions que celles du patronat et de la pensée politique libérale : la seule différence reste ancrée au type de solution proposée. Les indicateurs qui sont utilisés actuellement, tant par les associations patronales que par les syndicats et les partis, privilégient la confrontation en termes de produit annuel brut et poussent à la compétition des systèmes économiques sur ce terrain. Mais posée ainsi, la compétitivité n'est pas un moyen de vivre mieux. En revanche, la production brute s'est libérée, elle est devenue autonome, une fin en soi et pour soi. Il fut un temps où les investissements répercutaient des effets positifs sur l'emploi. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi, depuis que la majorité des investissements comportent une économie de main d'œuvre. On investit pour augmenter le produit brut sans que cette augmentation ne soit suivie d'une quelconque amélioration de la qualité de la vie.

Moins de représentation, plus de participation

Nous avons ensuite un problème de démocratie, au sens non pas de la représentation mais de la participation directe des citoyens. Que s'est-il passé à Cosenza depuis dix ans ? Certes, en termes de participation directe, il n'y a pas eu de grands résultats, mais l'action politique du maire a construit une sorte de pré-condition pour affronter en termes non idéologiques la question de la participation. Je m'explique : dans les dix dernières années, l'administration municipale de Cosenza, par son style, a consenti à une sorte de dédomma-

gement du lieu, de la ville. Elle a pu reconquérir un pouvoir perdu, au sens où, pendant ces dix ans, en bien comme en mal, toutes les décisions concernant la ville ont été prises à Cosenza. Il n'est pas exagéré de dire qu'on a ainsi récupéré la faculté d'agir, qui est avant tout la capacité d'identifier les problèmes les plus importants pour assurer aux citoyens une bonne vie quotidienne. Il faut continuer dans cette voie : les citoyens doivent apprendre à agir dans le lieu où ils vivent, c'est-à-dire à poser et à résoudre leurs problèmes, avant même de disserter sur ce qui concerne l'univers. À ce propos, clarifions les choses par un exemple : j'ai un préjugé favorable à l'égard de ce mouvement que l'on appelle improprement *no global*. Mais je ne peux cacher que j'ai envie de rire quand j'entends les slogans qui opposent au marché global les droits universels des êtres humains. Mais quand a-t-on jamais opposé ces choses-là ? Il n'y a jamais eu de marché qui ne soit régulé par des droits. Le marché exige le droit à l'égalité : si j'ai 1 euro, je dois pouvoir acheter autant que celui qui possède la même somme. Ceci est une exigence absolue, sans laquelle le marché est impossible. Il ne s'agit pas du fait que les multinationales piétinent les droits mais, en revanche, mes amis de *no global* les réaffirment. Conflits et affrontements ne se déroulent certainement pas sur ce terrain, mais à mon avis plutôt sur celui de la compatibilité entre les diversités et l'intégration homogénéisante. La rationalité marchande essaye d'unifier les styles et les formes de vie de la planète, de faire de Naples une copie de Détroit. Le cauchemar qui se prépare, c'est celui d'un monde conforme : ce serait vraiment un malheur que de retrouver partout les mêmes choses, comme dans un espace homogénéisé. Nous devons miser sur la meilleure tradition du mouvement socialiste : garantir à chacun ce qui lui appartient, reconnaître la diversité et la différence, valoriser la particularité des styles de vie, des styles de développement. En fait, il n'y a pas un seul développement. Cosenza ne doit pas suivre l'exemple d'autres villes. Cosenza et le Sud ont leur mode propre d'être au monde qui

vient de l'histoire, des savoirs implicites accumulés, des techniques traditionnelles, un patrimoine autour duquel on peut promouvoir le développement sans pour autant tomber dans le traditionalisme mais plutôt en distinguant dans la tradition ce qui est vivant et ce qui est mort.

L'un des plus grands dangers qui existent, c'est cette tendance si répandue à considérer la politique comme un métier spécialisé. Du coup c'est l'attitude de la délégation qui prévaut et avec elle, ce n'est pas un hasard, le jugement moral négatif sur ceux qui exercent ce métier. Attention : il ne s'agit certes pas d'un défaut de représentation étant donné que rien n'est plus courant dans le Sud que les rôles de représentation. Il est presque impossible dans la rue de ne pas se cogner le nez sur quelqu'un qui est, qui a été ou qui est sur le point de devenir le président d'un organisme quelconque, souvent un peu bizarre ; ou alors le représentant de quelqu'un qui ne sait pas qu'il est représenté. Or, ce dont nous avons besoin, c'est de l'habitude de la participation directe à la vie politique de la cité. Pour prendre un exemple, il serait important que Cosenza ait sept municipalités au lieu des sept circonscriptions qui existent actuellement. Il faut faire en sorte que les gens puissent participer, et pas seulement à l'occasion des élections, à la vie publique de la ville et cela ne peut advenir, sur une grande échelle, qu'à la dimension du quartier. C'est une dimension qui permet aux citoyens de faire une véritable expérience d'autogouvernement : en participant à la formulation des règles et des décisions communes, le citoyen acquiert un pouvoir dans l'action parce qu'il devient conscient de la nature conventionnelle, proprement linguistique, de la loi et de cette procédure par « essai/erreur » qui est la voie maîtresse vers l'auto-organisation de toutes les formes de vie. Donner prédominance au local veut dire avant tout promouvoir l'autogouvernement. [...]

À mes amis du *no global*, je dirai ceci : alors que le salaire garanti au plan planétaire n'est qu'un cauchemar d'impuis-

sance déguisé en utopie, construire sept municipalités à Co-senza au lieu d'une seule est une possibilité concrète d'action ici et maintenant. [...]

Quelques remarques en marge de la question du local et du global

Le global, comme le local, n'est pas d'apparition récente, il a toujours existé. Au Musée d'archéologie de Marseille se trouvent des assiettes en céramique confectionnées en Grèce et apportées là par les Phéniciens environ 900 ans avant Jésus-Christ ; le grain dont se nourrissaient les habitants de Pompéi, à l'époque de la grande éruption du Vésuve, venait de Libye. Le marché, voire les marchés mondiaux, ont toujours existé. Ce qui relève vraiment de notre époque, c'est l'unification du marché au niveau planétaire, ce qui est arrivé avec l'effondrement de l'Union soviétique. L'Union soviétique était une sorte de butée placée là pour empêcher le marché global, je dirais même, entre parenthèses, que quand nous étions jeunes, nous attribuions à l'URSS la qualité subversive d'empêcher l'unification du marché mondial. Tout cela en dehors du fait qu'il y ait eu là plus ou moins un vrai régime socialiste. En fait, il s'agissait d'une barrière objective au marché mondial.

Avec la chute de l'URSS, le marché s'est effectivement unifié et cela a eu pour effet la multiplication des non-lieux qui étouffent les lieux. Un non-lieu, cela peut être un supermarché, ou un aéroport, ou le siège de l'ONU à New York, des non-lieux qui, en général, empêchent ou du moins retardent la possibilité de développement des lieux. Il s'agit donc d'affronter les problèmes de la vie quotidienne en les plaçant dans le scénario du lieu et de se forcer à entrer en contact avec le *genius loci*. C'est ainsi que le revenu garanti, ce nouveau droit de citoyenneté, doit ressortir d'une décision de la ville et non d'une disposition de la Communauté européenne et encore moins de l'ONU. Cela voudra dire, probablement,

que la charge fiscale des citoyens augmentera, parce que la liberté implique la responsabilité et qu'il doit y avoir un rapport entre les services dispensés et les impôts perçus. Une municipalité doit sa légitimité à sa capacité d'être autonome financièrement ; sans cette capacité, son autorité est sans fondement. Le concept de local – en tant que terrain privilégié de l'action politique – qui émerge de ces quelques considérations schématiques a une connexion très étroite avec la multiplicité : diminuer le désordre en augmentant la complexité, c'est-à-dire la qualité de l'organisation sociale ; c'est-à-dire multiplier les sujets décideurs collectifs. Cette prospective est particulièrement intrigante pour l'Italie, pays aux cent villes qui se vante d'une tradition urbaine parmi les plus anciennes du monde. Qu'on y pense : Cosenza, la petite ville que j'habite, on peut la retracer dans les documents historiques depuis 2350 ans. Certes, cela peut nous arriver à nous aussi, ce qui arrive à nos concitoyens gitans : ils ignorent qu'ils viennent d'Inde, qu'ils descendent du peuple qui a découvert le travail des métaux, qu'ils parlent une langue où résonnent les paroles sacrées du sanscrit et ainsi ils se méprisent seulement parce qu'ils ont perdu la mémoire. Il arrive aussi à nos citoyens d'ignorer l'histoire du lieu qu'ils habitent et de se sentir dépourvus, emportés par la nouveauté, comme s'ils étaient nés d'hier. Mais il suffit d'apprendre à se souvenir et ainsi, comme sur un écran, par enchantement, apparaît la possibilité de reprendre ce long chemin, interrompu par la modernité, qui ne suit pas le revenu mais qui vise la qualité de la vie : moins de voitures et plus de chevaux dans les rues, moins d'argent et plus de services, moins de travail forcé accompli pour gagner de l'argent et plus d'activité autogratifiante, c'est-à-dire du travail-jeu.

C'est seulement ainsi que nous pouvons affronter l'absurde paradoxe des sociétés opulentes dans lesquelles les jeunes, formés à l'éthique du travail, d'un travail devenu socialement superflu, passent leur vie à attendre un emploi. Pen-

dant ce temps-là, cet ennui de vivre qui ronge leurs journées risque de compromettre la capacité désirante et avec elle toute possibilité de s'exprimer.

Face à tout cela, le local se présente comme le terrain de la libération, où il est possible d'apprendre à ne rien faire plutôt que de travailler et cette croissance de l'intériorité de l'individu se reflète par une énorme impulsion donnée à la diversité et à la multiplicité des formes de vie et des lieux qui les abritent, fuyant comme une mésaventure l'homogénéisation et la centralisation, qu'elle soit nationale, régionale ou européenne.